



L'EUROPE RONGÉE PAR LES EXTRÊMES DROITES

Mobilisation des agriculteurs : en Europe, les extrêmes droites en embuscade

Des Pays-Bas à l'Allemagne en passant par l'Espagne, les formations d'extrême droite espèrent tirer profit du malaise des agriculteurs à l'approche des élections européennes.

Ludovic Lamant - 22 janvier 2024 à 19h20

Les blocages d'autoroutes menés par des agriculteurs en colère dans le Sud-Ouest de la France n'interviennent pas seulement un mois avant l'ouverture du Salon de l'agriculture. Ils s'inscrivent dans un contexte plus vaste, celui d'un malaise agricole palpable à travers tout le continent.

La hausse des prix de l'énergie provoquée par la guerre en Ukraine, les importations de produits agricoles ukrainiens dans le marché européen, mais aussi l'adoption par le Parlement européen d'une batterie de textes du « pacte vert » jugés trop contraignants pour le secteur agricole, nourrissent tous azimuts cette contestation. Ces actions, de l'Espagne à la Roumanie, pourraient bien s'intensifier à l'approche des élections européennes, du 6 au 9 juin prochains. Au risque de doper les droites les plus extrêmes ?

À y regarder de près, si les manifestations d'agriculteurs se multiplient sur le continent, les revendications ne sont pas identiques.

Aux Pays-Bas, les premières protestations massives remontent à octobre 2019. Mais la colère s'était cristallisée à l'été 2022 contre le « plan azote » du gouvernement de Mark Rutte, un projet de réduction de moitié des émissions d'azote d'ici à 2030, en particulier du protoxyde d'azote, un gaz découlant des activités d'élevage qui contribue fortement au réchauffement climatique.

Dans ce pays qui est le deuxième plus gros exportateur de produits agricoles au monde après les États-Unis, l'exécutif avait fixé l'objectif d'une baisse de 30 % du nombre d'animaux d'élevage : l'exemple type d'une écologie « punitive » aux yeux de ses adversaires, en particulier des tenants de l'agriculture intensive. Face à la contestation, qui visait tout à la fois les textes adoptés à Bruxelles et à La Haye, Rutte et ses alliés avaient fini par faire marche arrière.

Dans la foulée, les agriculteurs et agricultrices voisin-es de la **Flandre belge** ont défilé pour des motifs à peu près similaires, à partir de mars 2023 : contre le plan azote de leur région, qui prévoyait l'arrêt d'une quarantaine d'élevages porcins, afin de réduire les émissions d'azote, moyennant des indemnités. L'exécutif régional a tangué jusqu'à l'adoption d'un compromis en novembre 2023, qui a déçu les écologistes.

« Dans le cas des Pays-Bas et de l'Allemagne, il y a une vraie empathie d'une grande partie de la population pour le secteur agricole. »

Catherine de Vries, politiste

En **Allemagne**, ce sont les mesures d'austérité présentées par la coalition d'Olaf Scholz, mi-décembre 2023, qui ont déclenché l'ire du secteur : la suppression d'une ristourne fiscale sur le Diesel agricole et la fin de l'exemption d'impôts sur les véhicules agricoles. Dès les premières manifestations, le gouvernement a fait marche arrière sur l'essentiel, en rétablissant notamment l'exemption fiscale. Mais les fédérations agricoles continuent de réclamer la suppression de l'intégralité des mesures.

En **Espagne**, des exploitant-es agricoles ont manifesté de manière très bruyante à deux reprises l'an dernier. En juillet à Madrid, ils ont réclamé des aides dans un contexte de canicule exceptionnelle, de manque d'eau et de repli de la production agricole nationale. En septembre à Cordoue, en marge d'une réunion des ministres de l'agriculture de l'UE prévue dans cette ville d'Andalousie, les slogans visaient davantage les institutions européennes : les

manifestant·es exigeaient d'accroître les aides de la Politique agricole commune (PAC) pour faire face à la hausse des coûts de production provoquée, selon eux, par des textes de protection de l'environnement adoptés ces derniers mois (notamment la directive sur la restauration de la nature, ou encore certains critères de la nouvelle PAC).

En **Roumanie**, les agriculteurs sont mobilisés depuis le 10 janvier et expriment leurs inquiétudes face à la concurrence des produits agricoles importés à bas prix d'Ukraine. Depuis le blocus quasi total des ports ukrainiens de la mer Noire, la Roumanie est devenue un axe clé pour l'exportation des céréales ukrainiennes, notamment *via* le port de Constanța. Des mobilisations similaires de camionneurs et agriculteurs polonais se déroulent à la frontière de la **Pologne** et de l'Ukraine depuis novembre.

Succès et déconvenues électorales

Pour Catherine de Vries, politiste néerlandaise en poste à l'université Bocconi de Milan, « *il faut être très prudent avec les effets redistributifs du pacte vert européen, et c'est déjà ce qu'Emmanuel Macron et son entourage n'avaient pas compris au moment des "gilets jaunes"* » en 2018.

Cette universitaire observe ces jours-ci « *une diffusion des protestations du monde agricole, un peu comme ce fut le cas à l'époque des "gilets jaunes"* ». Des syndicalistes allemands ont observé de près la manière dont les agriculteurs néerlandais ont obtenu gain de cause en 2022, observe-t-elle notamment.

Elle dit encore : « *Dans le cas des Pays-Bas et de l'Allemagne, il y a une vraie empathie d'une grande partie de la population pour le secteur agricole. Ces manifestations ne sont pas perçues comme le faux nez de grands groupes industriels de l'agroalimentaire : ce sont des gens ordinaires qui fournissent de quoi manger, et qui seraient victimes de ratés dans la planification du gouvernement. De ce point de vue, cela n'a rien à avoir avec des actions de blocage menées par des écologistes comme Extinction Rebellion, qui trouvent beaucoup moins d'écho et de sympathie dans la population de ces deux pays.* »

À Berlin, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) espère bien profiter des manifestations du monde agricole.

Ces mouvements vont-ils profiter massivement aux partis d'extrême droite au prochain scrutin européen ? C'est le scénario redouté par la droite traditionnelle, qui en réaction a durci son discours sur l'écologie. À l'image du Bavarois Manfred Weber, patron du Parti populaire européen (PPE, dont les Français de LR), qui tempête depuis des mois contre les injustices du pacte vert européen au Parlement de Strasbourg.

Mais le risque d'une poussée de l'extrême droite alimentée par le vote agricole varie, là encore, d'un pays à l'autre, tant les configurations sont différentes. Aux **Pays-Bas**, la contestation a accouché de la création d'un parti agrarien, le Mouvement agriculteur citoyen (*BoerBurgerBeweging* en néerlandais, soit BBB). Cette formation a remporté les élections régionales de mars 2023, provoquant un petit séisme politique.

Mais le BBB n'a remporté que 7 sièges sur 150 aux législatives de novembre dernier, alors que le parti d'extrême droite de Geert Wilders, le PVV, a capté l'essentiel de la colère citoyenne, *via* un discours anti-migrants très virulent. « *Beaucoup d'électeurs ont basculé du BBB au PVV, d'abord parce que Wilders a donné l'impression d'adoucir un peu son discours en fin de campagne, et aussi parce que la campagne des législatives ne s'est pas construite sur l'enjeu du plan azote* », analyse Catherine de Vries.

« Bruxelles » dénoncée en Espagne

À **Berlin**, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) espère bien profiter des manifestations du monde agricole, même si le patron de la Fédération des paysans allemands, Joachim Rukwied, a rejeté tout lien avec l'extrême droite. L'épisode dont a été victime le ministre de l'économie, Robert Habeck, empêché début janvier de débarquer d'un ferry de retour de vacances par un groupe de 250 à 300 agriculteurs menaçants qui l'attendaient sur le port de Schlüttsiel, non loin du Danemark, confirme en tout cas l'ancrage à l'extrême droite d'une partie des manifestant·es.

D'après plusieurs enquêtes, dont celle du quotidien *Tageszeitung*, ces militant-es ont été convoqué-es *via* la chaîne Telegram des « *habitants libres du Schleswig-Holstein* », du nom du Land où se situe Schlüttsiel. Cette chaîne relaie des messages antisémites et conspirationnistes, mais aussi des vidéos de Martin Sellner, cofondateur du Mouvement identitaire d'Autriche, qui a joué un rôle clé dans la réunion de novembre dernier, où des membres de l'AfD ont planifié rien de moins que l'expulsion de millions de personnes d'Allemagne. Au-delà de l'AfD, une myriade de partis d'extrême droite plus ou moins confidentiels, à l'instar des néonazis de Die Heimat (ex-NDP), soutiennent les manifestations en cours.

En **Espagne**, le parti néo-franquiste Vox relaie depuis ses débuts le malaise de certains agriculteurs. Durant la campagne pour les législatives de juillet 2023, Vox a cherché à s'imposer comme le « parti agrarien espagnol », en recrutant sur ses listes des membres d'une association de jeunes agriculteurs. L'un des slogans du parti à l'époque : « *Votex pour les choses qui importent : le "campo"*. »

Depuis la région de Castille-et-León, où Vox gouverne en coalition avec la droite traditionnelle, le parti de Santiago Abascal tonne contre les mesures du pacte vert imposées

par « *Bruxelles* » et défend la création de fermes industrielles face aux oppositions écologistes. Là encore, comme pour le BBB aux Pays-Bas, cette stratégie semble avoir mieux payé aux régionales de mai qu'aux législatives de juillet.

Le Parti populaire (PP) reste aussi très mobilisé sur ces questions, soucieux de ne pas se faire déborder sur sa droite. Face à la sécheresse en Andalousie, la formation d'Alberto Núñez Feijóo avait par exemple proposé au printemps 2023 de régulariser des puits artificiels, jusqu'à présent illégaux, reliés aux nappes phréatiques d'un parc naturel préservé, Doñana. Une manière de venir en aide à des agriculteurs des environs, qui peinent à trouver assez d'eau pour arroser leurs cultures, au risque de dégrader un peu plus cet écosystème.

D'autres collectifs cherchent à capter le vote du monde rural, comme cette nouvelle fédération, España Vacuada (Espagne vidée), qui vient d'annoncer sa candidature aux européennes de juin, en faisant de la question du dépeuplement du centre du pays sa priorité. Ce qui pourrait freiner la poussée de Vox sur ces terres délaissées.

Ludovic Lamant